

**L'hon. M. Nicholson:** Je ne peux pas donner de réponse précise à cette question en ce moment. Je ne veux pas non plus être trop optimiste, car je vois que dans leur déclaration de vendredi dernier, à l'occasion de la motion, les débardeurs ont également dit: «On dira peut-être que nous aurions pu comparaître devant le tribunal pour donner des raisons. En le faisant, nous aurions reconnu le droit des employeurs de demander des ordres obligatoires». En toute déférence, l'interprétation de la loi relève sûrement du tribunal, et non du ministre du Travail. Je préférerais ne pas donner de réponse plus complète avant de connaître les raisons qui ont motivé l'attitude du juge envers cette déclaration.

**M. Barry Mather (New Westminster):** Vu les relations ouvrières difficiles qui existent actuellement en Colombie-Britannique, le ministre pourrait-il faire son possible pour étudier cette question au plus vite?

**L'hon. M. Nicholson:** Je serais très heureux de le faire.

[Français]

#### LA NAVIGATION

DEMANDE D'EMPÊCHER LES COMPAGNIES DE  
PÂTE ET PAPIER DE NUIRE À  
LA NAVIGATION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre des Transports?

C'est une question importante et urgente, étant donné que la saison de navigation est maintenant en pleine activité. L'honorable ministre peut-il nous dire si son ministère prend les mesures nécessaires pour empêcher les compagnies de pâte et papier de déverser des billots et de la «pitoune» dans les rivières, canaux et cours d'eaux navigables?

[Traduction]

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Je vais immédiatement examiner cette importante question et donner une réponse le plus tôt possible.

#### L'HABITATION

FORT NELSON (C.-B.)— LA PRÉSUMÉE  
INDIFFÉRENCE DE LA SCHL

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Bert Leboe (Cariboo):** J'adresse ma question au ministre du Travail en sa qualité de ministre responsable de la Société centrale d'hypothèques et de logement. L'attention du ministre a-t-elle été attirée sur un éditorial acerbe publié dans le *News* de Fort Nelson

[M. Lewis.]

relatif à l'absence de participation de la Société centrale d'hypothèques et de logement dans les projets de construction de Fort Nelson? Il s'agit d'une question importante et j'espère que le ministre aura quelque chose à signaler quant à cet article.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. A mon avis, cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*, ce qui permettrait au ministre de prendre avis de la question signalée par le député.

**M. Leboe:** Monsieur l'Orateur, soit dit sans vouloir vous offenser, la question est urgente et je crois qu'on devrait y répondre en ce moment. Comme vous le savez, je ne pose pas souvent de questions à la Chambre. Je pose cette question parce qu'elle est urgente.

**M. l'Orateur:** Comme le député de Cariboo a posé la question, je m'empresse de conclure que l'affaire est urgente.

**L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail):** Je sais gré à Votre Honneur d'avoir bien voulu admettre cette question. Cet éditorial est inquiétant, car il montre à quel point les journaux peuvent faire fausse route, pour ainsi dire, s'ils ne sont pas au courant des faits réels. Cet éditorial s'élevait contre le fait que la Société n'a pas consenti de prêts en vertu de la loi nationale sur l'habitation ces dernières années à Fort Nelson. Je tiens à consigner au compte rendu au plus tôt que, contrairement à ce que prétend cet éditorial, pas une seule demande de prêt, en vertu de la loi nationale sur l'habitation, ne nous est parvenue de Fort Nelson depuis plusieurs années. En outre, lorsque notre directeur de succursale est allé à Fort Nelson en novembre dernier, les autorités municipales lui ont dit que la construction domiciliaire traversait une crise et qu'aucune maison ne serait construite aux termes de la loi nationale sur l'habitation. Comme j'ai confirmé la chose récemment, au cours d'un entretien avec le député de Cariboo, je suis sûr que l'éditorial l'a étonné tout autant que moi.

Notre directeur à Prince George a informé le rédacteur que si vraiment certaines personnes avaient besoin de prêts aux termes de la LNH, il leur fournirait volontiers les renseignements dont elles pourraient avoir besoin.

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE BLÉ—LES DISPOSITIONS DU NOUVEL  
ACCORD AVEC LA RUSSIE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Je poserai une question au ministre des Finances, en l'absence inévitable du ministre